

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 1998

28 FEVRIER 1991. — Décret portant approbation de la convention du 4 mai 1987 entre le Gouvernement et les Exécutifs relative au règlement des dettes du passé et charges s'y rapportant en matière de logement social, modifié par l'avenant du 28 septembre 1989 (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** La Convention du 4 mai 1987 entre le Gouvernement et l'Exécutif flamand, l'Exécutif régional wallon et l'Exécutif de la Région bruxelloise, relative au règlement des dettes du passé et charges s'y rapportant en matière de logement social, modifiée par l'avenant du 28 septembre 1989, est approuvée.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 février 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé de Pouvoirs locaux,  
des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN DER BIEST

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,  
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics et de l'Equipement pour la Région wallonne,

A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies  
et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Annexe Ier

Convention entre le Gouvernement et l'Exécutif flamand, l'Exécutif régional wallon et l'Exécutif de la Région bruxelloise relative au règlement des dettes du passé et charges s'y rapportant en matière de logement social

## Convention

Considérant que la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux, notamment l'article 2, § 2, prévoit une répartition des charges du passé du logement social entre l'Etat et les Régions.

Considérant que la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public prévoit notamment la suppression de la Société nationale du logement et de la Société nationale terrienne et qu'est créé un Fonds d'amortissement destiné à gérer les charges du passé.

Considérant qu le Comité de Concertation du 25 novembre 1986 a pris une décision relative au règlement de l'amortissement des charges du passé et à l'effort des Régions dans le cadre du plan global d'économie du Gouvernement.

Considérant qu'il importe d'assurer l'amortissement des charges du passé d'une manière coordonnée par un organisme qui en assure la gestion globale et qui agit tant pour le compte du Gouvernement que pour celui des Exécutifs régionaux.

Considérant que le Fonds d'amortissement des emprunts du logement social spécialement créé pour cette gestion coordonnée est l'organisme le plus approprié pour assurer une gestion unique.

(1) Session 1990-1991.

Documents du conseil, 182 (1989-1990), nos 1 à 3.

Compte-rendu intégral. — Séance publique du 21 février 1991. — Discussion. Vote.

Considérant qu'il est nécessaire de fixer les droits et obligations du Gouvernement et des Exécutifs régionaux à l'égard du Fonds d'amortissement.

Considérant qu'il y a lieu de fixer le principe de la répartition des charges du passé du logement social entre d'une part l'Etat et les Régions et, d'autre part, entre les Régions entre elles.

#### Partie I

Elle régit les principes de la répartition des charges du passé du logement social.

#### Partie II

Elle régit les statuts du Fonds d'amortissement des emprunts du logement social.

C'est au Roi qu'il revient de mettre en œuvre les principes de la loi du 28 décembre 1984 en décidant de la date de la suppression effective des institutions du logement social. Or la détermination de cette date est en fait subordonnée à un triple préalable :

1° la solution du problème posé par la répartition des dettes du passé engendrées par les investissements réalisés en matière de logement social;

2° l'existence dans chacune des Régions d'une institution similaire aux sociétés supprimées, opérationnelle et susceptible de reprendre les compétences, le personnel et les activités de celles-ci;

3° la création d'un organisme chargé d'effectuer le service financier des avances et emprunts dont les Sociétés nationales supprimées sont titulaires.

L'organisme visé, dénommé le Fonds d'amortissement des emprunts du logement social, a plusieurs aspects.

##### 1. La coopération

Le Fonds est créé pour promouvoir la coopération entre l'Etat et les Régions en vue de résoudre à long terme le problème des dettes du passé. A ce titre, son conseil d'administration est constitué paritairement de représentants de l'Etat et de représentants des trois Régions. Il est une association de droit public. Il bénéficie enfin, pour ses émissions de la garantie de l'Etat.

##### 2. La centralisation des flux financiers

Le Fonds est le lieu vers lequel convergent les contributions de toutes natures des Régions et de l'Etat au service financier des emprunts repris des Sociétés de logement social. Cette centralisation des flux financiers a été voulue pour permettre d'assurer le service financier avec la régularité et la ponctualité qui s'imposent dans ce domaine. Comme tel, il rassurera les obligataires des Sociétés nationales dissoutes sur le sort de leurs créances qu'il est chargé d'honorer scrupuleusement.

##### 3. Le contribution volontaire

Au-delà d'un minimum annuel exigé, chaque Région sera libre de fixer comme elle l'entend la hauteur de son intervention. Celle-ci peut varier dans le temps en fonction des contraintes budgétaires propres à chacune d'elles. Il est également loisible à chaque Région de déterminer un rythme d'amortissement rapide ou plus lent au regard des échéanciers portant sur plusieurs années.

Les manques à gagner annuels seront couverts par l'emprunt auquel s'attache la garantie de l'Etat.

##### 4. La limitation du coût du refinancement

En vue de limiter le coût de financement et d'éviter de fausser l'équilibre des rapports entre les Régions et l'Etat en attribuant à ce dernier une ressource que constitue le précompte mobilier supporté principalement par les premières, les emprunts émis par le Fonds seront dans le chef de leurs souscripteurs, exempts de précompte mobilier et de taxation à l'impôt des sociétés conformément aux articles 48 et 49 de la loi du 4 août 1986 portant des dispositions fiscales.

Les règles de fonctionnement et les autres caractéristiques du nouvel organisme feront l'objet d'une étude plus détaillée dans l'analyse des articles qui suit. Il faut cependant encore dire que l'intention du Gouvernement est en matière de personnel, de susciter, dans le respect des droits acquis et des principes posés par les arrêtés de transfert, la collaboration des membres du personnel des institutions supprimées, avec une préférence pour ceux qui y exercent les tâches qui seront dévolues au Fonds et d'accorder la collaboration gratuite de l'Administration de la trésorerie du Ministère des Finances.

##### Analyse des articles

L'article 8 institue l'organisme. L'article 9 donne une définition de sa mission statutaire.

Il y a lieu de préciser que par emprunt, on entend :

- a) les avances faites à la Société nationale du logement par l'Etat de 1920 à 1927, dont certaines sont encore en cours de remboursement;
- b) les emprunts émis par la Société nationale du logement sous la garantie de l'Etat et portant les numéros 1 à 6;
- c) les emprunts émis par la Société nationale du logement sous le régime de la loi du 15 avril 1949 et garantis par l'Etat, emprunts qui ont été émis ou à émettre à partir de 1951;
- d) les mêmes emprunts émis ou à émettre par la Société nationale terrienne à partir de 1951;
- e) les avances faites à la Société nationale terrienne par l'Etat de 1936 à 1949;
- f) les avances octroyées par l'Etat à la Société nationale du logement en 1985;
- g) l'emprunt autorisé par l'arrêté royal du 25 septembre 1986 pour remboursement au Trésor des avances que celui-ci a faites à la Société nationale du logement et à la Société nationale terrienne de janvier à août 1986;
- h) l'emprunt autorisé par l'arrêté royal du 5 décembre 1986 pour le refinancement des charges d'emprunts émis avant le 1er janvier 1986 sous la garantie de l'Etat et dont l'échéance est antérieure au 1er janvier 1987.

La répartition des charges des emprunts est faite sur base des principes de la loi du 5 mars 1984 relatives aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux.

Semblablement, il est utile de préciser que les ressources du Fonds contiennent le produit des annuités dues aux Régions pour les emprunts précités pendant une période de 66 ans pour les emprunts de la Société nationale du logement et pendant une période de 30 ans pour les emprunts de la Société nationale terrienne.

Ces deux sortes de remboursements, avec les transferts de l'Etat et des Régions constituent la base de l'amortissement à long terme des dettes du logement social.

Avec l'article 10 commence la description, l'organisation et la répartition des pouvoirs au sein de l'organisme.

Les organes de l'institution sont le conseil d'administration et le directeur d'administration.

L'article 12 précise le mode de nomination des administrateurs et du président du conseil. Il traite du principe de la révocation des administrateurs au gré de l'Autorité qui les a choisis. Ce principe a été retenu, plus particulièrement dans le cas des régions pour permettre aux membres des Exécutifs de disposer en tout temps au sein du Conseil d'un porte-parole de leur choix, vu l'importance de la charge budgétaire que l'amortissement des dettes du passé représente et les différentes politiques qui peuvent être élaborées pour y répondre.

L'article 14 décrit le mode de désignation et les attributions du directeur d'administration.

L'article 15 énumère les ressources et les divise en deux catégories : les ressources propres, destinées à supporter les frais d'administration et les ressources destinées à permettre au Fonds d'assurer sa mission statutaire.

L'article 16 détermine la garantie donnée par les Régions pour les paiements au Fonds d'amortissement.

Comme l'article 15 le fait pour les recettes, l'article 17 divise les dépenses en deux catégories : les dépenses d'administration et celles qui relèvent de l'exécution par le Fonds de sa mission statutaire.

Les sociétés régionales de logement sont chargées du recouvrement des remboursements des sociétés agréées de la Société nationale du logement et des remboursements des débiteurs hypothécaires de la Société nationale terrienne.

L'article 18 attribue au Fonds une capacité d'emprunter sous la garantie de l'Etat et conformément aux dispositions fiscales particulières qui concernent ces emprunts.

Leur affectation est précisée d'une façon limitative à l'article 19 tandis que l'article 20 impose d'autres limitations mais relatives celles-ci à l'acquisition de biens meubles et immeubles.

Le Gouvernement estime que le Fonds ne doit devenir ni un auxiliaire budgétaire commode, ni l'organe d'une quelconque politique foncière et tient à consigner clairement cette préoccupation.

L'article 22 décide du principe de la mise à disposition de membres du personnel par les autorités nationales et régionales.

Il n'a pas été jugé utile de consacrer des articles particuliers aux obligations nées de la loi du 16 mars 1954, telles que le règlement comptable (amortissements, réserves spéciales et provisions, détermination des résultats, modes d'estimation des éléments constitutifs du patrimoine), le Commissaire du Gouvernement, les réviseurs.

Des décisions de gestion prises à l'initiative du ministre de tutelle, qui est le Ministre des Finances, pourront y répondre valablement.

Quant aux modalités de placement des fonds temporairement disponibles tels par exemple que le produit d'un emprunt avant son affectation définitive, il n'a pas été jugé utile de déroger, par des dispositions statutaires particulières, aux règles établies par ou en application de la loi du 16 mars 1954. Il est dès à présent prévisible que ces placements se feront soit au compte de chèques postaux, soit en certificats de trésorerie.

Destiné à poursuivre l'amortissement et le refinancement des dettes du logement social au-delà de l'an 2000, le Fonds se présente comme un instrument de collaboration entre les Régions et l'Etat. Envers les tiers, et plus particulièrement envers les obligataires des Sociétés nationales qui seront bientôt supprimées, il constitue l'assurance du maintien régulier du service des intérêts et du remboursement du capital.

Vis-à-vis du marché des capitaux et des investisseurs enfin, il est un emprunteur garanti par l'Etat et dont les emprunts sont assortis de conditions fiscales intéressantes.

Il est convenu :

entre

d'une part, le Gouvernement, représenté par le Ministre des Finances, et,

d'autre part

l'Exécutif flamand représenté par M. G. Geens, Président, l'Exécutif régional wallon, représenté par M. M. Wathelet, Président, et l'Exécutif de la Région bruxelloise, représenté par M. F.X. de Donnée, Président, ci-après dénommés « Les Exécutifs » :

#### PARTIE Ire. — LES PRINCIPES DE LA REPARTITION DES CHARGES DU PASSE DU LOGEMENT SOCIAL

Article 1er. Les charges du passé en matière de logement social sont les charges en principal, intérêts et frais accessoires des emprunts contractés ou à contracter sous la garantie de l'Etat en vue d'assurer le financement, d'une part, des investissements engagés avant le 31 décembre 1985, ainsi que les arriérés sur les emprunts et, d'autre part des charges se rapportant aux emprunts contractés en vue de financer des arriérés en intérêts et principal sur les emprunts contractés antérieurement.

Art. 2. La répartition des charges entre l'Etat et les Régions a lieu conformément aux dispositions de la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux, tenant compte des arriérés dus respectivement par l'Etat et par les Régions. Pour les années 1987, 1988 et 1989 la part des Régions dans les charges est augmentée chaque fois de 4 milliards à titre d'effort des Exécutifs dans le cadre du plan d'économie du Gouvernement.

Art. 3. Les annuités dues par les sociétés agréées ou par les débiteurs hypothécaires, à quelque titre que ce soit, pour ce qui concerne les investissements engagés avant le 31 décembre 1985 et financés par emprunts, sont recouverts et encaissés par les Régions ou les organismes qu'elles créent à cet effet, chacun en ce qui le concerne.

Ces annuités mathématiques sont versées au Fonds d'amortissement visé à l'article 5, jusqu'à ce que les dettes du passé et charges s'y rapportant en matière de logement social soient, pour la Région concernée, entièrement liquidées.

Dès le moment où les remboursements des sociétés agréées et des débiteurs hypothécaires dus à l'Etat dépasseront les obligations de l'Etat en matière de charges du logement social telles que définies par la loi du 5 mars 1984, ce solde positif sera mis à la disposition des Régions suivant l'origine des remboursements précités.

Art. 4. La répartition des charges du passé entre les Régions s'effectue en fonction des investissements payés chaque année par la voie d'emprunts dans chacune des Régions et de la part de chaque Région dans les arriérés de paiements aux sociétés.

Art. 5. Un Fonds d'amortissement est créé avec pour mission :

a) d'honorer les obligations de la S.N.L. et de la S.N.T. dissoutes;

b) de conclure des emprunts de refinancement destinés au refinancement des charges des Régions visées à l'article 1er du présent protocole.

Art. 6. Le Fonds d'amortissement des emprunts du logement social dispose des revenus suivants imputés sur des comptes séparés pour l'Etat et pour chacune des trois Régions :

— les versements des annuités dues par les sociétés agréées du logement social et relatives aux investissements engagés avant le 31 décembre 1985 et financés par emprunts et les annuités dues par les débiteurs hypothécaires, le tout sous déduction des chargements sur l'ensemble de ces annuités destinés à financer le fonctionnement des sociétés régionales de logement social.

— les versements par les Régions et l'Etat.

En cas de non-respect par les sociétés régionales de logement social, de leurs obligations vis-à-vis du Fonds d'amortissement, une retenue est opérée automatiquement par le Ministre des Finances sur les dotations des Régions et versée au Fonds d'amortissement.

Art. 7. Les frais administratifs du Fonds sont couverts par des contributions versées par les sociétés régionales du logement selon la clé de répartition visée à l'article 4 de la présente convention.

## PARTIE II FONDS D'AMORTISSEMENT DES EMPRUNTS DU LOGEMENT SOCIAL

### CHAPITRE Ier. — *Création et objet social*

Art. 8. § 1er. Il est créé un organisme d'intérêt public sous l'appellation « Fonds d'amortissement des emprunts du logement social », dénommé ci-après le Fonds.

La personnalité juridique sera accordée au Fonds.

§ 2. Le Fonds est placé sous le contrôle du Ministre des Finances.

Les règles de contrôle sont celles qui sont d'application aux parastataux B en vertu de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Son siège est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Art. 9. Le Fonds a pour mission de reprendre et d'effectuer le service financier des emprunts visés à l'article 1er de la convention, émis avec la garantie de l'Etat, par la Société nationale du logement et par la Société nationale terrienne et des avances accordées par l'Etat aux sociétés précitées dans le cadre de la politique du logement social.

A ce titre, le Fonds est substitué dans les droits et obligations des sociétés précitées.

Le Fonds peut contracter des emprunts de refinancement pour le compte des Régions pour financer leur part dans le service financier, qui dépasse les annuités dues par les sociétés de logement social.

### CHAPITRE II. — *Des organes et de leur fonctionnement*

Art. 10. Les organes d'administration du Fonds sont :

- le conseil d'administration;
- le directeur d'administration.

Art. 11. Le conseil d'administration est composé de six administrateurs, trois d'expression française et trois d'expression néerlandaise, nommés soit par le Roi soit par l'Exécutif concerné de la manière suivante :

- trois administrateurs sont nommés par le Roi sur proposition des Ministres des Finances et du Budget;
- un administrateur est nommé par l'Exécutif régional wallon;
- un administrateur est nommé par l'Exécutif flamand;
- un administrateur est nommé par le Roi sur proposition de l'Exécutif de la Région bruxelloise

Les administrateurs proposés par les Ministres des Finances et du Budget et l'Exécutif de la Région bruxelloise doivent être pour moitié d'expression néerlandaise et pour moitié d'expression française.

Le Roi désigne aussi sur proposition du conseil d'administration parmi les six administrateurs un président à la majorité des deux tiers.

Le président sera nommé pour une période d'un an alternativement parmi les représentants du Gouvernement et ceux des Exécutifs.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents.

En cas de partage, celle du Président est prépondérante.

Art. 12. Les administrateurs sont nommés pour six ans. Leur mandat est renouvelable.

La moitié des mandats est renouvelée tous les trois ans.

La première fois, le renouvellement est fait par tirage au sort.

Ils sont révoqués par l'Autorité par laquelle ils ont été nommés.

En cas de décès, de démission ou de révocation d'un administrateur, celui-ci est remplacé dans les mêmes conditions.

Celui qui prend la place d'un administrateur achève le mandat de ce dernier.

Art. 13. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus; il définit la politique de l'organisme, il décide des emprunts et des recours aux garants; il gère l'organisme par des décisions d'ensemble ou individuelles; il prescrit et contrôle leur exécution.

Le conseil d'administration conclut les emprunts de refinancement, dont question à l'article 2, sur demande de chaque Région concernée.

Le conseil d'administration nomme les membres du personnel à l'exception du directeur d'administration, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux agents de l'Etat.

Art. 14. Le fonctionnaire dirigeant est nommé par le Roi sur une liste de candidats établie par les autorités compétentes en vertu de l'article 4 pour nommer les membres du conseil d'administration. Le fonctionnaire dirigeant est revêtu du grade de directeur d'administration. Il exécute les décisions du conseil d'administration dont il est le rapporteur et le secrétaire. Il dirige, coordonne et contrôle les travaux de l'administration.

### CHAPITRE III. — *Des finances et des biens*

Art. 15. Les ressources du Fonds se divisent en deux catégories :

a) les ressources propres constituées par les contributions versées par les sociétés régionales du logement pour la couverture des frais administratifs du Fonds suivant les principes de répartition arrêtés entre l'Etat et les Régions.

- b) les ressources destinées à assurer la mission statutaire et qui comportent :
- 1° les annuités mathématiques des emprunts levés ou avances reçues par la Société nationale du logement, qui sont dues par la Société nationale du logement ou les sociétés régionales du logement;
  - 2° les annuités mathématiques des emprunts levés ou avances reçues par la Société nationale terrienne, qui sont dues par la Société nationale terrienne ou les sociétés régionales du logement;
  - 3° les contributions des Régions au service financier des emprunts susvisés des deux sociétés nationales ainsi que leurs majorations volontaires éventuelles;
  - 4° les contributions spéciales dues par les Régions lorsque par suite de défaillances des sociétés nationales ou régionales du logement, les recettes définies sous les points 1 et 2 ci-dessus sont inférieures au montant prévu conformément à leurs tableaux d'amortissement respectifs;
  - 5° les sommes mises par l'Etat à la disposition des Régions en exécution de l'article 2, § 2, de la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux;
  - 6° les sommes versées par l'Etat pour assurer le service financier des emprunts conclus par les deux sociétés nationales avant le 1er janvier 1975;
  - 7° toutes autres sommes;
  - 8° à titre supplétif, le produit des emprunts que le Fonds peut être autorisé à émettre.

Art. 16. En cas de non-respect par les sociétés régionales de logement social et des Régions de leurs obligations vis-à-vis du Fonds, le Ministre des Finances opère d'office une retenue sur les dotations des Régions et la verse au Fonds.

Art. 17. Les dépenses de l'organisme sont :

- a) les dépenses d'administration;
- b) les sommes formant, en capital et en charges financières, les différentes échéances du service financier des emprunts repris et des emprunts émis ainsi que des avances reçues.

Art. 18. Le Fonds peut être autorisé par arrêté royal à emprunter sous la garantie de l'Etat sur la proposition du Ministre des Finances, conformément aux articles 48 et 49 de la loi du 4 août 1988 portant des dispositions fiscales.

Art. 19. Le produit des emprunts ne peut être affecté à d'autres buts qu'au financement de la partie des charges qui excède les contributions des Régions compte tenue des interventions de l'Etat en faveur de celles-ci à quelque titre que ce soit et du recours aux garants.

Art. 20. Le Fonds ne peut posséder que les biens (meubles et immeubles) qui sont indispensables à l'exercice de sa mission.

Art. 21. Il est ouvert dans la comptabilité de l'organisme une réserve sans affectation spéciale. Elle recueille le solde excédantaire des produits et charges qui concernent son administration.

Son montant maximum est fixé à 50 millions de francs. Au-delà de ce montant, les excédents sont affectés de la manière déterminée à l'alinéa suivant.

L'excédent des ressources sur les dépenses qui concernent la part des emprunts à charge de l'Etat est soit ristourné aux Régions, soit utilisé au service financier qui est à leur charge, dans les deux cas, suivant les clés de répartition arrêtées entre elles.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires et dispositions finales

Art. 22. Tous les emplois du Fonds ne peuvent être occupés que par des membres du personnel qui sont actuellement en fonction dans les ministères et les organismes d'intérêt public relevant de l'autorité, de la tutelle ou du pouvoir de contrôle de l'Etat, des Communautés ou des Régions et qui sont titulaires d'un grade correspondant au niveau de leur nouvel emploi.

Le détachement des membres du personnel est décidé conjointement par le Ministre des Finances et par le Ministre ou par l'autorité qui est, dans le service d'origine, compétent pour l'autoriser.

Art. 23. La présente convention entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 4 mai 1987.

Le Ministre des Finances,  
M. EYSKENS

Le Ministre de la Région bruxelloise,  
F.X. de DONNEA

Le Président de l'Exécutif flamand,  
G. GEENS

Le Président de l'Exécutif régional wallon,  
M. WATHELET

## Annexe II

**Avenant à la Convention du 4 mai 1987 entre le Gouvernement et l'Exécutif flamand, l'Exécutif régional wallon et l'Exécutif de la Région bruxelloise relative au règlement des dettes du passé et charges s'y rapportant en matière de logement social**

Entre le Gouvernement, représenté par M. Ph. Maystadt, Ministre des Finances,  
d'une part,  
et l'Exécutif flamand représenté par M. G. Geens, Président, l'Exécutif régional wallon, représenté  
par M. B. Anselme, Président, et l'Exécutif de la Région bruxelloise, représenté par M. Ph. Moureau, Président,  
d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Article 1er. Les articles 5, 9, 13, 16, 18 et 19 de la convention du 4 mai 1987 sont remplacés par les dispositions suivantes :

Article 5. Un Fonds d'amortissement est créé avec pour mission :

a) d'honorer les obligations de la S.N.L. et de la S.N.T. dissoutes;

b) de conclure des emprunts de refinancement destinés au refinancement des charges de l'Etat et des Régions visées à l'article 1er du présent protocole, selon la procédure décrite à l'article 13bis.

Article 9. Le Fonds a pour mission de reprendre et d'effectuer le service financier des emprunts visés à l'article 1er de la convention, émis avec la garantie de l'Etat, par la Société nationale du logement et par la Société nationale terrienne et des avances accordées par l'Etat aux sociétés précitées dans le cadre de la politique du logement social.

A ce titre, le Fonds est substitué dans les droits et obligations des sociétés précitées.

Le Fonds peut contracter des emprunts de refinancement pour le compte de l'Etat et des Régions pour financer leur part dans le service financier, qui dépasse les annuités dues par les sociétés de logement social.

Il est tenu une comptabilité distincte des opérations réalisées pour compte de l'Etat et des charges spécifiques liées à celles-ci.

Article 13. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus; il définit la politique de l'organisme, il décide des emprunts et des recours aux garants; il gère l'organisme par des décisions d'ensemble ou individuelles; il prescrit et contrôle leur exécution.

Le conseil d'administration conclut les emprunts de refinancement, dont question à l'article 9, sur demande de l'Etat et de chaque Région concernée.

Le conseil d'administration nomme les membres du personnel à l'exception du directeur d'administration, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux agents de l'Etat.

Article 16. En cas de non-respect par les sociétés régionales de logement social et les Régions de leurs obligations vis-à-vis du Fonds, le Ministre des Finances opère d'office une retenue sur les moyens des Régions et la verse au Fonds.

Article 18. En vue de limiter le coût de financement et d'éviter de fausser l'équilibre des rapports entre les Régions et l'Etat, le Fonds peut être autorisé par arrêté royal à emprunter sous la garantie de l'Etat, sur la proposition du Ministre des Finances, conformément aux articles 48 et 49 de la loi du 4 août 1986, portant des dispositions fiscales.

Article 19. Le produit des emprunts ne peut être affecté à d'autres buts qu'au financement de la partie des charges qui excède les contributions des Régions compte tenu des interventions de l'Etat en faveur de celles-ci à quelque titre que ce soit et du recours aux garants.

Il peut également servir au refinancement de certaines charges assumées par l'Etat en cette matière.

Art. 2. Il est inséré, dans la convention du 4 mai 1987, un article 13bis rédigé comme suit :

Article 13bis. Le conseil d'administration dresse annuellement un état prévisionnel des dépenses à encourir pour le service financier des emprunts de l'année suivante.

Avant le 30 septembre, il transmet cet état au Gouvernement et à chaque Région en précisant la partie des charges qui leur incombe compte tenu des diverses interventions et des remboursements à effectuer par les sociétés régionales de logement.

Il appartient à l'Etat et à chaque Région de préciser au Fonds d'amortissement, chacun pour ce qui le concerne, la hauteur de son intervention, le calendrier de ses versements ainsi que le montant maximum des emprunts de refinancement qu'il sollicite et approuve pour l'année considérée.

Le défaut d'approbation au 1er janvier de l'année en cause ne fait pas obstacle à l'utilisation par le Fonds de sa capacité d'emprunter. Celle-ci ne pourra toutefois excéder les besoins nets de financement proposés par le Conseil d'administration.

Art. 3. Le présent avenant produit ses effets le 1er janvier 1989.

Bruxelles, le 28 septembre 1989.

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Président de l'Exécutif régional wallon,

B. ANSELME

Le Président de l'Exécutif de la Région bruxelloise,

Ph. MOUREAUX

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 1998

[S — 27211]

**25. FEBRUAR 1991.** — Dekret zur Genehmigung des Übereinkommens vom 4. Mai 1987 zwischen der Regierung und den Exekutiven über die Begleichung der Schulden aus der Vergangenheit und der damit verbundenen Lasten in bezug auf das soziale Wohnungswesen, das durch das Zusatzübereinkommen vom 28. September 1989 abgeändert worden ist (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

**Einzigster Artikel.** Das Übereinkommen vom 4. Mai 1987 zwischen der Regierung und der Flämischen Exekutive, der Wallonischen Regionalexekutive und der Exekutive der Brüsseler Region über die Begleichung der Schulden aus der Vergangenheit und der damit verbundenen Lasten in bezug auf das soziale Wohnungswesen, das durch das Zusatzübereinkommen vom 28. September 1989 abgeändert worden ist, wird genehmigt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, am 25. Februar 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,  
B. ANSELME.

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,  
den Bezugsarbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,  
A. VAN DER BIEST

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region  
A. DALEM

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,  
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonische Region,  
E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten und der Ausrüstung für die Wallonische Region,  
A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen  
für die Wallonische Region,  
A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,  
G. LUTGEN

-----  
Anlage 1  
-----

**Übereinkommen zwischen der Regierung und der Flämischen Exekutive, der Wallonischen Regionalexekutive und der Exekutive der Brüsseler Region über die Begleichung der Schulden aus der Vergangenheit und der damit verbundenen Lasten in bezug auf das soziale Wohnungswesen**

## Übereinkommen

In der Erwägung, daß das Gesetz vom 5. März 1984 über die Salden und die Lasten aus der Vergangenheit der Gemeinschaften und der Regionen und die nationalen Wirtschaftssektoren, insbesondere Artikel 2, § 2, eine Verteilung der Lasten aus der Vergangenheit in bezug auf das soziale Wohnungswesen unter den Staat und die Regionen vorsieht.

(1) *Sitzungsperiode 1990-1991.*

*Ratsdokumente*, 182 (1989-1990), Nm. 1 bis 3.

*Ausführlicher Bericht*, öffentliche Sitzung vom 21. Februar 1991. — Diskussion. Abstimmung.

In der Erwägung, daß das Gesetz vom 28. Dezember 1984 zur Abschaffung oder Umstrukturierung gewisser gemeinnütziger Einrichtungen insbesondere die Abschaffung der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung vorsieht und daß ein Tilgungsfonds errichtet wird, um die Lasten aus der Vergangenheit zu verwalten.

In der Erwägung, daß der Konzertierungsausschuß vom 25. November 1986 einen Beschluß über die Regelung der Tilgung der Lasten aus der Vergangenheit und über den Einsatz der Regionen im Rahmen des globalen Sparprogramms der Regierung gefaßt hat.

In der Erwägung, daß die Tilgung der Lasten aus der Vergangenheit auf koordinierte Weise über eine Einrichtung gewährleistet werden sollte, die die gesamte Verwaltung dieser Lasten wahrnimmt und die sowohl für Rechnung der Regierung wie auch für Rechnung der Regionalen Exekutiven handelt.

In der Erwägung, daß der Fonds zur Tilgung der Anleihen für das soziale Wohnungswesen, der speziell für diese koordinierte Verwaltung geschaffen wird, die geeignetste Einrichtung ist, um eine zentralisierte Verwaltung zu gewährleisten.

In der Erwägung, daß es notwendig ist, die jeweiligen Rechte und Pflichten der Regierung und der Regionalen Exekutiven hinsichtlich des Tilgungsfonds zu bestimmen.

In der Erwägung, daß das Prinzip der Verteilung der Lasten aus der Vergangenheit in bezug auf das soziale Wohnungswesen unter einerseits den Staat und die Regionen und andererseits unter die Regionen untereinander festgelegt werden muß.

#### TEIL I

Er regelt die Grundsätze, nach denen die Lasten aus der Vergangenheit in bezug auf das soziale Wohnungswesen verteilt werden.

#### TEIL II

Er regelt die Statuten des Fonds zur Tilgung der Anleihen für das soziale Wohnungswesen.

Es obliegt dem König, die Grundsätze des Gesetzes vom 28. Dezember 1984 in die Tat umzusetzen, indem er das Datum der effektiven Abschaffung der Einrichtungen für das soziale Wohnungswesen festlegt. Für die Bestimmung dieses Datums müssen aber drei Bedingungen erfüllt sein :

1° Das Problem der Verteilung jener Schulden, die durch die Investitionen im Bereich des sozialen Wohnungswesens entstanden sind, muß gelöst werden

2° In jeder Region muß es eine Einrichtung geben, die funktionsfähig ist und imstande ist, die Zuständigkeiten, das Personal und die Tätigkeiten der abgeschafften Gesellschaften zu übernehmen

3° Es muß eine Einrichtung errichtet werden, die mit dem Schuldendienst für die Vorschüsse und Anleihen beauftragt ist, die die abgeschafften Gesellschaften erhalten bzw. aufgenommen hatten.

Diese Einrichtung, Fonds zur Tilgung der Anleihen für das soziale Wohnungswesen genannt, hat mehrere Merkmale.

##### 1. Zusammenarbeit

Der Fonds wird errichtet, um die Zusammenarbeit zwischen dem Staat und den Regionen im Hinblick auf die langfristige Lösung des Problems der Schulden aus der Vergangenheit zu fördern. Daher ist sein Verwaltungsrat paritätisch aus Vertretern des Staates und aus Vertretern der drei Regionen besetzt. Er ist eine öffentlich-rechtliche Vereinigung, und seine Emissionen erfolgen unter staatlicher Garantie.

##### 2. Zentralisierung der Finanzströme

Im Fonds konvergieren sämtliche Beiträge der Regionen und des Staates zum Schuldendienst für die von den Gesellschaften für das soziale Wohnungswesen übernommenen Anleihen. Durch diese Zentralisierung der Finanzströme soll der Schuldendienst mit der in diesem Bereich erforderlichen Regelmäßigkeit und Pünktlichkeit gewährleistet werden. Gleichzeitig wird er die Inhaber von Schuldverschreibungen der aufgelösten nationalen Gesellschaften über das Los ihrer Forderungen beruhigen, die er gewissenhaft zu erfüllen hat.

##### 3. Freiwilliger Beitrag

Neben einem vorgeschriebenen jährlichen Minimum kann jede Region nach Belieben die Höhe ihrer Beteiligung bestimmen. Diese kann im Laufe der Zeit je nach den jeweiligen Haushaltszwängen schwanken. Jede Region kann auch aufgrund der für mehrere Jahre geltenden Verfallbücher einen schnellen oder langsamen Tilgungsrhythmus wählen. Die jährlichen Gewinnaussfälle werden durch staatlich garantierte Anleihen gedeckt.

##### 4. Einschränkung der Refinanzierungskosten

Damit die Finanzierungskosten eingeschränkt werden und die Beziehungen zwischen den Regionen und dem Staat nicht dadurch beeinträchtigt werden, daß letzterem Mittel zugeteilt werden, die aus dem Aufkommen des hauptsächlich zu Lasten der Regionen gehenden Mobiliensteuervorabzugs stammen, werden die vom Fonds aufgelegten Anleihen zugunsten ihrer Zeichner gemäß den Artikeln 48 und 49 des Gesetzes vom 4. August 1986, der steuerrechtliche Bestimmungen festlegt, vom Mobiliensteuervorabzug und von der Besteuerung der Gesellschaften befreit.



Die Arbeitsweise und die weiteren Merkmale der neuen Einrichtung werden in der nachstehenden Analyse der Artikel ausführlich untersucht. Es muß jedoch noch darauf hingewiesen werden, daß die Regierung bezüglich des Personals die Absicht hat, unter Beachtung der erworbenen Rechte und der durch die Erlasse über die Übernahme aufgestellten Grundsätze die Zusammenarbeit der Mitglieder des Personals der abgeschafften Einrichtungen herbeizuführen, wobei sie denjenigen, die die Aufgaben erfüllen, die dem Fonds zufallen sollen, den Vorzug geben will, und dem Fonds auch die unentgeltliche Mitwirkung der Finanzverwaltung des Ministeriums der Finanzen anzubieten.

#### *Analyse der Artikel*

In Artikel 8 wird die Einrichtung errichtet. In Artikel 9 wird ihre statutarische Aufgabe definiert.

Unter Anleihe ist insbesondere folgendes zu verstehen :

- a) die Vorschüsse, die der Staat der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft von 1920 bis 1927 gewährt hat und von denen einige noch zurückgezahlt werden;
- b) die von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft unter staatlicher Garantie aufgelegten Anleihen mit den Nummern 1 bis 6;
- c) die Anleihen, die ab 1951 unter staatlicher Garantie von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft aufgrund der Regelung des Gesetzes vom 15. April 1949 aufgelegt worden sind bzw. aufzulegen sind;
- d) die gleichen Anleihen, die ab 1951 von der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung aufgelegt worden sind bzw. aufzulegen sind;
- e) die Vorschüsse, die der Staat von 1936 bis 1949 der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung gewährt hat;
- f) die Vorschüsse, die der Staat der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft 1985 gewährt hat;
- g) die Anleihe, die durch den Königlichen Erlaß vom 25. September 1986 genehmigt worden ist, um der Staatskasse die Vorschüsse zurückzuzahlen, die diese der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung von Januar bis August 1986 gewährt hat;
- h) die Anleihe, die durch den Königlichen Erlaß vom 5. Dezember 1986 genehmigt worden ist, um die Lasten in bezug auf die Anleihen zu refinanzieren, die vor dem 1. Januar 1986 unter staatlicher Garantie aufgelegt worden sind und vor dem 1. Januar 1987 fällig waren.

Die Verteilung der Lasten der Anleihen erfolgt nach den Grundlagen des Gesetzes vom 5. März 1984 über die Salden und die Lasten aus der Vergangenheit der Gemeinschaften und der Regionen und die nationalen Wirtschaftssektoren.

Ferner sollte noch klargestellt werden, daß die Mittel des Fonds den Erlös der Annuitäten für vorerwähnte Anleihen umfaßt, die den Regionen während 66 Jahren für die Anleihen der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und während 30 Jahren für die Anleihen der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung geschuldet werden.

Beide Arten von Zurückzahlungen bilden mit den Übertragungen des Staates und der Regionen die Grundlage für die langfristige Tilgung der Schulden für das soziale Wohnungswesen.

Artikel 10 leitet die Beschreibung, die Organisation und die Verteilung der Befugnisse innerhalb der Einrichtung ein.

Die Organe der Einrichtung sind der Verwaltungsrat und der Verwaltungsdirektor.

Artikel 12 beschreibt die Art und Weise, wie die Verwaltungsratsmitglieder und der Vorsitzende des Rates ernannt werden. Er führt das Prinzip ein, nach dem die Verwaltungsratsmitglieder nach dem Willen der Behörde aberufen werden, die sie gewählt hat. Dieses Prinzip ist insbesondere für die Regionen gedacht, damit die Mitglieder der Exekutiven angesichts des Umfangs der durch die Tilgung der Schulden aus der Vergangenheit hervorgerufenen Haushaltsausgaben und der verschiedenen politischen Möglichkeiten, die zu diesem Zweck ausgearbeitet werden können, jederzeit über einen Wortführer ihrer Wahl im Rat verfügen.

Artikel 14 beschreibt die Benennung und die Zuständigkeiten des Verwaltungsdirektors.

Artikel 15 zählt die Mittel auf und unterteilt sie in zwei Kategorien : die Eigenmittel, die die Verwaltungskosten decken sollen, und die Mittel zur Erfüllung der statutarischen Aufgabe des Fonds.

Artikel 16 bestimmt die Garantie, die die Regionen für die Zahlungen an den Tilgungsfonds geben.

Ebenso wie Artikel 15 die Einnahmen unterteilt, unterteilt Artikel 17 die Ausgaben in zwei Kategorien : die Verwaltungsausgaben und die Ausgaben in bezug auf die statutarische Aufgabe des Fonds.

Die Regionalen Wohnungsbaugesellschaften sind mit der Einforderung der Tilgungen der anerkannten Gesellschaften der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und der Tilgungen der Hypothekenschuldner der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung beauftragt.

Artikel 18 gibt dem Fonds die Möglichkeit, Anleihen unter staatlicher Garantie gemäß den für diese Anleihen geltenden besonderen steuerrechtlichen Bestimmungen aufzunehmen.

Ihre Zweckbestimmung wird in Artikel 19 eingeschränkt, während Artikel 20 noch andere Einschränkungen auferlegt, jedoch in Zusammenhang mit dem Erwerb von beweglichen und unbeweglichen Gütern.

Die Regierung schließt die Benutzung des Fonds als bequemes budgetäres Hilfsmittel und als Organ irgendeiner Bodenpolitik aus und will das deutlichen hervorheben.

Artikel 22 legt das Prinzip der Bereitstellung von Personalmitgliedern durch die nationalen und regionalen Behörden fest.

Es wurde nicht für nötig gehalten, den aus dem Gesetz vom 16. März 1954 hervorgehenden Verpflichtungen, wie z.B. in bezug auf die Buchungsregeln (Amortisationen, Sonderrücklagen und Rückstellungen, Feststellung der Ergebnisse, Verfahren zur Schätzung der Bestandteile des Vermögens), den Regierungskommissar, die Rechnungsprüfer, besondere Artikel zu widmen.

Damit können sich Verwaltungsbeschlüsse befassen, die auf Initiative des Aufsichtsministers, d.h. also des Ministers der Finanzen, gefaßt werden.

In bezug auf die Modalitäten der Anlage der Gelder, die wie z.B. der Erlös einer Anleihe zeitweilig bis zu ihrer endgültigen Bestimmung verfügbar sind, hielt man es nicht für nötig, durch statutarische Sonderbestimmungen von den im Gesetz vom 16. März 1954 festgelegten bzw. angewandten Regeln abzuweichen. Es ist bereits jetzt vorherzusehen, daß diese Anlagen entweder auf das Postscheckkonto oder in Form von kurzfristigen Schatzanweisungen erfolgen werden.

Der Fonds ist ein Mittel zur Zusammenarbeit zwischen den Regionen und dem Staat, das dazu dienen soll, die Tilgung und die Refinanzierung der Schulden für das soziale Wohnungswesen über das Jahr 2000 hinaus fortzusetzen. In bezug auf Dritte und insbesondere in bezug auf die Inhaber von Schuldverschreibungen der nationalen Gesellschafter, die demnächst abgeschafft werden, gibt der Fonds die Sicherheit, daß die Zinsen regelmäßig fortgezahlt werden und das Kapital weiterhin getilgt wird.

In bezug auf den Kapitalmarkt und die Investoren ist der Fonds schließlich ein Anleihenehmer, dem die staatliche Garantie gewährt wird und deren Anleihen mit interessanten steuerrechtlichen Bedingungen verbunden sind.

Wird zwischen der Regierung, vertreten durch den Minister der Finanzen, einerseits und der Flamischen Exekutive, vertreten durch Herrn G. Geens, Vorsitzender; der Wallonischen Regionalexekutive, vertreten durch Herrn M. Wathelet, Vorsitzender, und der Exekutive der Brüsseler Region, vertreten durch Herrn F.X. de Donnea, Vorsitzender, nachstehend "die Exekutiven" genannt, andererseits folgendes vereinbart :

#### TEIL I. — GRUNDSÄTZE DER VERTEILUNG DER LASTEN AUS DER VERGANGENHEIT FÜR DAS SOZIALE WOHNUNGSWESEN

Artikel 1. Die Lasten aus der Vergangenheit für das soziale Wohnungswesen sind die Kapital-, Zins- und Nebenkosten für die Anleihen, die unter staatlicher Garantie aufgenommen worden sind bzw. aufzunehmen sind einerseits zur Finanzierung der vor dem 31. Dezember 1985 beschlossenen Investitionen sowie der Rückstände bezüglich der Anleihen und andererseits zur Finanzierung der Lasten in bezug auf die Anleihen, die zur Finanzierung der rückständigen Zinsen und des rückständigen Kapitals der vorher aufgenommenen Anleihen aufgenommen worden sind.

Art. 2. Die Verteilung der Lasten unter Staat und Regionen erfolgt gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 5. März 1984 über die Salden und die Lasten aus der Vergangenheit der Gemeinschaften und der Regionen und die nationalen Wirtschaftssektoren unter Berücksichtigung der Rückstände, die jeweils vom Staat und von den Regionen geschuldet werden. Für die Jahre 1987, 1988 und 1989 wird die Beteiligung der Regionen an den Lasten jedesmal um 4 Milliarden als Einsatz der Exekutiven im Rahmen des Sparprogramms der Regierung erhöht.

Art. 3. Die Annuitäten, die die anerkannten Gesellschaften oder die Hypothekenschuldner aus welchem Grunde auch immer für die vor dem 31. Dezember 1985 beschlossenen und mit Anleihen finanzierten Investitionen schulden, werden von den Regionen oder den Einrichtungen eingefordert und einkassiert, die jede für das, was sie betrifft, zu diesem Zweck errichtet. Diese mathematischen Annuitäten werden dem in Artikel 5 erwähnten Tilgungsfonds gezahlt, bis die Schulden aus der Vergangenheit und die damit verbundenen Lasten in bezug auf das soziale Wohnungswesen für die betreffende Region vollständig abbezahlt sind.

Ab dem Zeitpunkt, wo die zugunsten des Staates erfolgenden Tilgungen der anerkannten Gesellschaften und der Hypothekenschuldner die Verpflichtungen des Staates in bezug auf die Lasten für das soziale Wohnungswesen, so wie sie im Gesetz vom 5. März 1984 bestimmt sind, übersteigen, wird dieser positive Saldo den Regionen aufgrund der Herkunft der vorerwähnten Tilgungen zur Verfügung gestellt.

Art. 4. Die Verteilung der Lasten aus der Vergangenheit unter die Regionen erfolgt aufgrund der in jeder Region mit Anleihen gezahlten Investitionen und des Anteils jeder Region an den rückständigen Zahlungen an die Gesellschaften.

Art. 5. Es wird ein Tilgungsfonds errichtet, der die Aufgabe hat :

a) die Verpflichtungen der aufgelösten Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und der aufgelösten Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauauforderung zu erfüllen

b) Refinanzierungsanleihen zur Refinanzierung der in Artikel 1 vorliegenden Protokolls erwähnten Lasten der Regionen abzuschließen.

Art. 6. Der Fonds zur Tilgung der Anleihen für das soziale Wohnungswesen verfügt über nachstehende Einkünfte, die auf separate Rechnungen für den Staat und für jede der drei Regionen angerechnet werden :

— die Beträge der von den anerkannten Gesellschaften für das soziale Wohnungswesen geschuldeten Annuitäten in bezug auf die vor dem 31. Dezember 1985 beschlossenen und mit Anleihen finanzierten Investitionen und die von den Hypothekenschuldnern geschuldeten Annuitäten, dies alles nach Abzug der Zuschläge zu den gesamten Annuitäten, die zur Finanzierung der Tätigkeit der regionalen Gesellschaften für das soziale Wohnungswesen dienen sollen;

— die von den Regionen und dem Staat gezahlten Beträge.

Wenn die regionalen Gesellschaften für das soziale Wohnungswesen ihren Verpflichtungen gegenüber dem Tilgungsfonds nicht nachkommen, behält der Minister der Finanzen automatisch einen Betrag von den Dotationen der Regionen ein und führt ihn dem Tilgungsfonds zu.

Art. 7. Die Verwaltungskosten des Fonds werden durch die von den regionalen Wohnungsbaugesellschaften geleisteten Beiträge nach dem in Artikel 4 vorliegenden Übereinkommens erwähnten Verteilungsschlüssel gedeckt.

## TEIL II FONDS ZUR TILGUNG DER ANLEIHEN FÜR DAS SOZIALE WOHNUNGSWESEN

### KAPITEL I. — Errichtung und Gesellschaftszweck

Art. 8. § 1. Es wird eine öffentlich-rechtliche Einrichtung errichtet, die den Namen Fonds zur Tilgung der Anleihen für das soziale Wohnungswesen trägt und nachstehend Fonds genannt wird. Der Fonds wird mit der Rechtspersönlichkeit versehen.

§ 2. Der Fonds wird der Aufsicht des Ministers der Finanzen unterstellt.

Die Regeln der Aufsicht sind diejenigen, die für die halbstaatlichen Einrichtungen B aufgrund des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser gemeinnütziger Einrichtungen gelten.

Der Fonds hat seinen Sitz im Verwaltungsbezirk Brüssel-Hauptstadt.

Art. 9. Der Fonds hat die Aufgabe, den Schuldendienst für die in Artikel 1 des Übereinkommens erwähnten Anleihen, die von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung unter staatlicher Garantie aufgelegt worden sind, und für die Vorschüsse, die der Staat den vorerwähnten Gesellschaften im Rahmen der Politik des sozialen Wohnungswesens gewährt hat, zu übernehmen und wahrzunehmen.

Dazu tritt der Fonds in die Rechte und Pflichten der vorerwähnten Gesellschaften ein.

Der Fonds kann Refinanzierungsanleihen für Rechnung der Regionen aufnehmen, um deren Anteil am Schuldendienst, der die von den Gesellschaften für das soziale Wohnungswesen geschuldeten Annuitäten überschreitet, zu finanzieren.

### KAPITEL II. — Organe und ihre Arbeitsweise

Art. 10. Die Verwaltungsorgane des Fonds sind :

- der Verwaltungsrat;
- der Verwaltungsdirektor.

Art. 11. Der Verwaltungsrat setzt sich aus sechs, drei französisch- und drei niederländischsprachigen, Verwaltungsratsmitgliedern zusammen, die entweder vom König oder von der betreffenden Exekutive wie folgt benannt werden :

— Drei Verwaltungsratsmitglieder werden vom Minister der Finanzen und des Haushalts vorgeschlagen und vom König ernannt

— Ein Verwaltungsratsmitglied wird von der Wallonischen Regionalexekutive ernannt

— Ein Verwaltungsratsmitglied wird von der Flämischen Exekutive ernannt

— Ein Verwaltungsratsmitglied wird von der Exekutive der Brüsseler Region vorgeschlagen und vom König ernannt.

Die Verwaltungsratsmitglieder, die vom Minister der Finanzen und des Haushalts und von der Exekutive der Brüsseler Region ernannt werden, müssen zur Hälfte niederländischsprachig und zur Hälfte französischsprachig sein.

Der König bestimmt auch einen Vorsitzenden unter den sechs Verwaltungsratsmitgliedern, nachdem der Verwaltungsrat ihn mit Zweidrittelmehrheit vorgeschlagen hat. Der Vorsitzende wird für eine Dauer von einem Jahr abwechselnd unter den Vertretern der Regierung und denjenigen der Exekutiven ernannt. Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden Verwaltungsratsmitglieder gefaßt. Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Art. 12. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für sechs Jahre ernannt. Ihre Wiederernennung ist zulässig.

Die Hälfte der Mandate wird alle drei Jahre erneuert.

Das erste Mal wird die Erneuerung durch das Los bestimmt.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Behörde abberufen, die sie ernannt hat.

Verstorbene, ausscheidende oder abberufenene Verwaltungsratsmitglieder werden unter den gleichen Bedingungen ersetzt.

Wer ein Verwaltungsratsmitglied ersetzt, beendet dessen Amtszeit.

Art. 13. Der Verwaltungsrat hat die weitgehendsten Befugnisse; er bestimmt die Politik der Einrichtung, entscheidet über die Anleihen und die Inanspruchnahme der Bürgen; er verwaltet die Einrichtung durch allgemeine oder einzelne Beschlüsse : Er ordnet ihre Durchführung an und kontrolliert diese.

Der Verwaltungsrat nimmt die in Artikel 2 erwähnten Refinanzierungsanleihen auf Verlangen jeder betroffenen Region auf. Die Personalmitglieder werden außer dem Verwaltungsdirektor vom Verwaltungsrat gemäß den für die Staatsbediensteten geltenden Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen ernannt.

Art. 14. Der leitende Beamte wird vom König auf einer Kandidatenliste ernannt, die von den aufgrund von Artikel 4 zur Ernennung der Verwaltungsratsmitglieder befugten Behörden aufgestellt wird. Der leitende Beamte hat den Dienstgrad eines Verwaltungsdirektors. Er führt die Beschlüsse des Verwaltungsrates aus und fungiert als Berichtersteller und Sekretär. Er leitet, koordiniert und kontrolliert die Arbeiten der Verwaltung.

KAPITEL III. — *Finanzen und Güter*

Art. 15. Die Mittel des Fonds sind in zwei Kategorien unterteilt :

a) die Eigenmittel, die aus den Beiträgen bestehen, welche von den regionalen Wohnungsbaugesellschaften zur Deckung der Verwaltungskosten gemäß den zwischen dem Staat und den Regionen festgelegten Verteilungskriterien geleistet werden;

b) die Mittel, die die Erfüllung der statutarischen Aufgabe gewährleisten sollen und die sich zusammensetzen aus :

1° den von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und den regionalen Wohnungsbaugesellschaften geschuldeten mathematischen Annuitäten der Anleihen oder Vorschüsse, die die Nationale Wohnungsbaugesellschaft aufgenommen bzw. erhalten hat;

2° den von der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung und den regionalen Wohnungsbaugesellschaften geschuldeten mathematischen Annuitäten der Anleihen und Vorschüsse, die die Nationale Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung aufgenommen bzw. erhalten hat;

3° den Beiträgen der Regionen zum Schuldendienst für die obenerwähnten Anleihen der beiden Nationalen Gesellschaften sowie ihren eventuellen freiwilligen Zuschlägen

4° den Sonderbeiträgen, die die Regionen schulden, wenn die unter den vorstehenden Nummern 1 und 2 bestimmten Einnahmen infolge eines Verzugs der nationalen bzw. regionalen Wohnungsbaugesellschaften unter dem gemäß ihren jeweiligen Tilgungstabellen vorgesehenen Betrag liegen;

5° den Beträgen, die der Staat den Regionen in Ausführung von Artikel 2 § 2 des Gesetzes vom 5. März 1984 über die Salden und die Lasten aus der Vergangenheit der Gemeinschaften und der Regionen und die nationalen Wirtschaftssektoren zur Verfügung stellt;

6° den Beträgen, die der Staat zahlt, damit der Schuldendienst für die von beiden nationalen Gesellschaften vor dem 1. Januar 1975 aufgenommenen Anleihen gewährleistet wird,

7° allen anderen Beträgen;

8° als Ergänzung, dem Erlös der Anleihen, zu deren Begebung der Fonds ermächtigt werden könnte.

Art. 16. Wenn die regionalen Gesellschaften für das soziale Wohnungswesen und die Regionen ihren Verpflichtungen gegenüber dem Fonds nicht nachkommen, behält der Minister der Finanzen von Amts wegen einen Betrag von den Dotationen der Regionen ein und führt ihn dem Tilgungsfonds zu.

Art. 17. Die Ausgaben des Fonds bestehen aus :

a) den Verwaltungsausgaben;

b) den Beträgen, die als Kapital und als finanzielle Lasten die verschiedenen fälligen Beträge des Schuldendienstes für die übernommenen Anleihen und die aufgelegten Anleihen sowie die erhaltenen Vorschüsse darstellen.

Art. 18. Der Fonds kann durch Königlichen Erlaß die Befugnis erhalten, Anleihen unter staatlicher Garantie auf Vorschlag des Ministers der Finanzen gemäß den Artikeln 48 und 49 des Gesetzes vom 4. August 1986, das steuerrechtliche Bestimmungen festlegt, aufzunehmen.

Art. 19. Der Erlös der Anleihen darf zu keinen anderen Zwecken als zur Finanzierung des Teils der Lasten verwendet werden, der die Beiträge der Regionen übersteigt, wobei sämtliche Beteiligungen des Staates zu ihren Gunsten und die Inanspruchnahme der Bürgen berücksichtigt werden.

Art. 20. Der Fonds darf nur die (beweglichen und unbeweglichen) Güter besitzen, die für die Ausübung seiner Aufgabe unentbehrlich sind.

Art. 21. In der Buchführung der Einrichtung wird eine Rücklage ohne besondere Zweckbestimmung eröffnet. Sie nimmt den Plussaldo der Erlöse und Lasten auf, die ihre Verwaltung betreffen. Ihr Höchstbetrag ist auf 50 Millionen Franken festgelegt. Über diesen Betrag hinaus werden die überschüssigen Beträge gemäß den Bestimmungen des nachstehenden Absatzes verwendet.

Der Plusbetrag aus der Gegenüberstellung der Mittel und der Ausgaben in bezug auf den Teil der Anleihen zu Lasten des Staates wird entweder den Regionen zurückerstattet oder für den zu ihren Lasten fallenden Schuldendienst benutzt, wobei in beiden Fällen die Verteilungsschlüssel angewandt werden, die sie untereinander bestimmt haben.

KAPITEL IV. — *Übergangsbestimmungen und Schlußbestimmungen*

Art. 22. Alle Stellen des Fonds können nur von Personalmitgliedern eingenommen werden, die zur Zeit in den Ministerien und den gemeinnützigen Einrichtungen, die der Gewalt, der Aufsicht oder der Kontrollbefugnis des Staates, der Gemeinschaften oder der Regionen unterliegen, tätig sind und einen Dienstgrad innehaben, der der Stufe ihrer neuen Stelle entspricht.

Die vorübergehende Zuteilung der Personalmitglieder zum Fonds wird gemeinsam vom Minister der Finanzen und vom Minister bzw. von der Behörde beschlossen, die in der ursprünglichen Dienststelle dazu befugt ist.

Art. 23. Vorliegendes Übereinkommen tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Brüssel, den 4. Mai 1987

Der Minister der Finanzen,  
M. EYSKENS

Der Minister der Brüsseler Region,  
F.X. DE DONNEA

Der Vorsitzende der Flämischen Exekutive,  
G. GEENS

Der Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
M. WATHELET

Anlage 2

**Zusatzübereinkommen zum Übereinkommen vom 4. Mai 1987 zwischen der Regierung und der Flämischen Exekutive, der Wallonischen Regionalexekutive und der Exekutive der Brüsseler Region über die Begleichung der Schulden aus der Vergangenheit und der damit verbundenen Lasten in bezug auf das soziale Wohnungswesen**

Zwischen

der Regierung, vertreten durch Herrn Ph. MAYSTADT, Minister der Finanzen, einerseits

und

der Flämischen Exekutive, vertreten durch Herrn G. GEENS, Vorsitzender, der Wallonischen Regionalexekutive, vertreten durch Herrn B. ANSELME, Vorsitzender, und der Exekutive der Brüsseler Region, vertreten durch Herrn Ph. MOUREAUX, Vorsitzender, nachstehend die Exekutiven genannt, andererseits

wird folgendes vereinbart :

Artikel 1. Die Artikel 5, 9, 13, 16, 18 und 19 des Übereinkommens vom 4. Mai 1987 werden durch folgende Bestimmungen ersetzt :

"Artikel 5. Es wird ein Tilgungsfonds errichtet, der die Aufgabe hat :

a) die Verpflichtungen der aufgelösten Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und der aufgelösten Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung zu erfüllen;

b) Refinanzierungsanleihen zur Refinanzierung der in Artikel 1 vorliegenden Protokolls erwähnten Lasten der Regionen gemäß dem in Artikel 13bis beschriebenen Verfahren abzuschließen."

"Artikel 9. Der Fonds hat die Aufgabe, den Schuldendienst für die in Artikel 1 des Übereinkommens erwähnten Anleihen, die von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung unter staatlicher Garantie aufgelegt worden sind, und für die Vorschüsse, die der Staat den vorerwähnten Gesellschaften im Rahmen der Politik des sozialen Wohnungswesens gewährt hat, zu übernehmen und wahrzunehmen.

Dazu tritt der Fonds in die Rechte und Pflichten der vorerwähnten Gesellschaften ein.

Der Fonds kann Refinanzierungsanleihen für Rechnung des Staates und der Regionen aufnehmen, um deren Anteil am Schuldendienst, der die von den Gesellschaften für das soziale Wohnungswesen geschuldeten Annuitäten überschreitet, zu finanzieren.

Die für Rechnung des Staates getätigten Geschäfte und die damit verbundenen spezifischen Kosten werden getrennt verbucht."

"Artikel 13. Der Verwaltungsrat hat die weitgehendsten Befugnisse; er bestimmt die Politik der Einrichtung, entscheidet über die Anleihen und die Inanspruchnahme der Bürgen; er verwaltet die Einrichtung durch allgemeine oder einzelne Beschlüsse; er ordnet ihre Durchführung an und kontrolliert diese.

Der Verwaltungsrat nimmt die in Artikel 9 erwähnten Refinanzierungsanleihen auf Verlangen des Staates und jeder betroffenen Region auf.

Die Personalmitglieder werden außer dem Verwaltungsdirektor vom Verwaltungsrat gemäß den für die Staatsbediensteten geltenden Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen ernannt."

"Artikel 16. Wenn die regionalen Gesellschaften für das soziale Wohnungswesen und die Regionen ihren Verpflichtungen gegenüber dem Fonds nicht nachkommen, behält der Minister der Finanzen von Amts wegen einen Betrag von den Mitteln der Regionen ein und führt ihn dem Tilgungsfonds zu."

"Artikel 18. Damit die Finanzierungskosten eingeschränkt werden und die Beziehungen zwischen den Regionen und dem Staat nicht beeinträchtigt werden, kann der Fonds durch Königlichen Erlaß die Befugnis erhalten, Anleihen unter staatlicher Garantie auf Vorschlag des Ministers der Finanzen gemäß den Artikeln 48 und 49 des Gesetzes vom 4. August 1986, das steuerrechtliche Bestimmungen festlegt, aufzunehmen."

"Artikel 19 Der Erlös der Anleihen darf zu keinen anderen Zwecken als zur Finanzierung des Teils der Lasten verwendet werden, der die Beiträge der Regionen übersteigt, wobei sämtliche Beteiligungen des Staates zu ihren Gunsten und die Inanspruchnahme der Bürgen berücksichtigt werden.

Er kann ebenfalls zur Refinanzierung gewisser Lasten, die der Staat in diesem Bereich übernimmt, dienen."

Art. 2. In das Übereinkommen vom 4. Mai 1987 wird ein Artikel 13bis mit folgendem Wortlaut eingefügt :

"Artikel 13bis. Der Verwaltungsrat erstellt jedes Jahr einen Haushaltsvoranschlag in bezug auf die Ausgaben, die hinsichtlich des Schuldendienstes für die Anleihen des darauffolgenden Jahres zu tätigen sind.

Vor dem 30. September übermittelt er der Regierung und jeder Region diesen Voranschlag unter Angabe des Teils der Lasten, die ihnen angesichts der verschiedenen Beteiligungen und der Tilgungen, die die regionalen Gesellschaften zu leisten haben, zufallen.

Es kommt dem Staat und jeder Region zu, den Tilgungsfonds jeweils für das, was ihn bzw. sie betrifft, über die Höhe seiner bzw. ihrer Beteiligung, den Zeitplan seiner bzw. ihrer Zahlungen, sowie den Höchstbetrag der Refinanzierungsanleihen zu unterrichten, den sie beantragen und für das betreffende Jahr genehmigen.

Die Tatsache, daß am 1. Januar des betreffenden Jahres keine Genehmigung erfolgt ist, hindert den Fonds nicht daran, von seiner Möglichkeit, Anleihen aufzunehmen, Gebrauch zu machen. Diese darf aber nicht über den vom Verwaltungsrat vorgeschlagenen Nettofinanzierungsbedarf hinausgehen."

Art. 3. Vorliegendes Zusatzübereinkommen wird mit 1. Januar 1989 wirksam.

Brüssel, den 28. September 1989

Der Minister der Finanzen,

Ph. MAYSTADT

Der Vorsitzende der Flämischen Exekutive,

G. GEENS

Der Vorsitzende der Walлонischen Regionalexekutive,

B. ANSELME

Der Vorsitzende der Exekutive der Brüsseler Region,

Ph. MOUREAUX

—  
VERTALING

—  
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 1990

28 FEBUARI 1991. — Decreet houdende goedkeuring van de overeenkomst van 4 mei 1987 tussen de Regering en de Executieven betreffende de regeling van de schulden van het verleden en ermede verband houdende lasten inzake sociale huisvesting, gewijzigd bij het aanhangsel van 28 september 1989 (1)

De Waalse Gewestexecutieve heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. De overeenkomst van 4 mei 1987 tussen de Regering en de Vlaamse Executieve, de Waalse Gewestexecutieve en de Executieve van het Brusselse Gewest betreffende de regeling van de schulden van het verleden en ermede verband houdende lasten inzake sociale huisvesting, gewijzigd bij het aanhangsel van 28 september 1989, wordt goedgekeurd.

(1) Zitting 1990-1991.

Stukken van de Raad, 182 (1989-1990), nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 21 februari 1991. — Bespreking — Stemming.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.  
Namen, 25 februari 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,  
B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Zaken, belast met Lokale Besturen,  
Gesubsidieerde Werken en Water,  
A. VAN DER BIEST

De Minister van Begroting, Financiën en Vervoer voor het Waalse Gewest,  
A. DALEM

De Minister van Tewerkstelling, belast met Landinrichting,  
Natuurbehoud en Industriegebieden voor het Waalse Gewest,  
E. HISMANS

De Minister van Openbare Werken en Uitrusting voor het Waalse Gewest,  
A. BAUDSON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Nieuwe Technologieën  
en Buitenlandse Betrekkingen voor het Waalse Gewest,  
A. LIENARD

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,  
G. LUTGEN

#### Bijlage I

**Overeenkomst tussen de Regering en de Vlaamse Executieve, de Waalse Gewestexecutieve en de Executieve van het Brusselse Gewest betreffende de regeling van de schulden van het verleden en de ernaast verband houdende lasten inzake sociale huisvesting**

#### Overeenkomst

Overwegende dat de wet van 5 maart 1984 betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de Gemeenschappen en de Gewesten en de nationale economische sectoren, inzonderheid artikel 2, § 2, een verdeling voorziet van de lasten van het verleden van de sociale huisvesting tussen de Staat en de Gewesten.

Overwegende dat de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut ondermeer de afschaffing voorziet van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Landmaatschappij en dat een Amortisatiefonds opgericht wordt om de lasten van het verleden te beheren.

Overwegende dat het Overlegcomité van 25 november 1986 een beslissing heeft genomen met betrekking tot de regeling van de aflossing van de lasten van het verleden en de inspanning van de Gewesten in het globale spaarplan van de Regering.

Aangezien het van belang is deze aflossing van de lasten van het verleden op een gecoördineerde wijze te laten gebeuren in een organisme dat het globale beheer ervan waarneemt en dat zowel voor rekening van de Regering als van de Gewestexecutieve optreedt.

Aangezien het Amortisatiefonds van de leningen voor de sociale huisvesting, dat in het bijzonder voor dit gecoördineerd beheer is opgericht, de meest geschikte instelling is voor het verzekeren van een enig beheer.

Aangezien het nodig is de respectieve rechten en plichten van Regering en Gewestexecutieven ten overstaan van het Amortisatiefonds vast te stellen.

Aangezien het principe van de verdeling van de lasten van het verleden van de sociale huisvesting tussen enerzijds Staat en Gewesten en anderzijds tussen de Gewesten onderling moet vastgelegd worden.

#### DEEL I

Regelt de principes van de verdeling van de lasten van het verleden van de sociale huisvesting.

#### DEEL II

Regelt de oprichting van het amortisatiefonds van de leningen voor de sociale huisvesting.

Het komt de Koning toe de principes van de wet van 28 december 1984 toe te passen door de datum van de effectieve afschaffing van de instellingen voor sociale huisvesting vast te stellen. Deze datumbepaling hangt evenwel af van drie voorwaarden :

1° het oplossen van het verdelingsprobleem inzake de schulden van het verleden, ontstaan uit de investeringen verricht in de sociale huisvesting;

2° het bestaan in elk Gewest van een instelling, die operationeel is en in staat de bevoegdheden, het personeel en de werkzaamheden van de afgeschafte maatschappijen over te nemen.

3° het oprichten van een instelling belast met de financiële dienst van de voorschotten en leningen welke de afgeschafte Nationale Maatschappijen houden.

### 1. Samenwerking

Het Fonds wordt opgericht ter bevordering van de samenwerking tussen de Staat en de Gewesten ten einde — op lange termijn het probleem van de schulden van het verleden op te lossen. Uit dien hoofde is zijn raad van bestuur paritair samengesteld uit vertegenwoordigers van de Staat en van de drie Gewesten. Het is een publiekrechtelijke vereniging. Zijn emissies, tenslotte, geschieden onder Staatswaarborg.

### 2. Centralisatie van de financiële stromen

In het Fonds convergeren allerlei bijdragen van de Gewesten en de Staat voor de financiële dienst van de overgenomen leningen der huisvestingsmaatschappijen. Deze bewust gewilde centralisatie van de financiële stromen verzekert de financiële dienst met de op dit terrein vereiste regelmaat en stiptheid. De obligatiehouders van de ontbonden nationale maatschappijen worden tevens gerustgesteld omtrent het lot van hun vorderingen, welke het Fonds nauwgezet dient te honoreren.

### 3. Vrijwillige bijdrage

Buiten een opgelegd jaarminimum kan elk Gewest naar goeddunken de hoogte van zijn tussenkomst bepalen.

Deze kan variëren in de tijd volgens de budgettaire noodwendigheden van elk Gewest. Het staat elk Gewest tevens vrij een snel of langzaam aflossingstempo aan te houden ten opzichte van de voor meerdere jaren geldende vervalboeken. De jaarlijkse winsdervingen worden gedekt door leningen onder Staatsgarantie.

### 4. Bespreking van de herfinancieringskosten

Tot beperking van de herfinancieringskosten en ter vermijding van een verstoring in de betrekkingen tussen de Gewesten en de Staat, doordat deze laatste ten koste van eerstgenoemde middelen zou verwerven uit de roerende voorheffing, worden de leningen van het Fonds uit hoofde van hun inschrijvers vrijgesteld van de roerende voorheffing en van de vennootschapsbelasting, overeenkomstig artikelen 48 en 49 van de wet van 4 augustus 1986 houdende fiscale bepalingen.

De functionering en de andere kenmerken van de nieuwe instelling worden meer in het bijzonder bestudeerd in de hierna volgende ontleding van de artikelen. Evenwel dient nog vermeld te worden, in verband met het personeel, dat de Regering de intentie heeft om, met inachtneming van verworven rechten en de principes gesteld door de transfertbesluiten, de medewerking van de personeelsleden van de afgeschafte instellingen te verwerven met voorkeur voor degenen die de taken uitvoeren welke aan het Fonds zullen opgedragen worden alsmede de kosteloze medewerking van de Administratie van de thesaurie van het Ministerie van Financiën aan het Fonds toe te kennen.

#### *Ontleding van de artikelen*

Bij artikel 8 wordt de instelling opgericht. Artikel 9 definieert haar statutaire opdracht.

Onder lening dient men in het bijzonder te verstaan :

- a) de voorschotten door de Staat aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting verstrekt van 1920 tot 1927, waarvan sommige nog afgelost worden;
- b) de leningen, nrs. 1 tot 6, onder Staatswaarborg uitgegeven door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting;
- c) de leningen onder Staatswaarborg uit te geven door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, vanaf 1951 onder het stelsel van de wet van 15 april 1949;
- d) dezelfde leningen uitgegeven of uit te geven door de Nationale Maatschappij vanaf 1951;
- e) de voorschotten door de Staat aan de Nationale Landmaatschappij verstrekt van 1936 tot 1949;
- f) de voorschotten door de Staat aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting verstrekt in 1985;
- g) de lening toegestaan bij koninklijk besluit van 25 september 1986 ten einde de Schatkist de voorschotten terug te betalen die zij van januari tot augustus 1986 verstrekt heeft aan de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Landmaatschappij;
- h) de lening toegestaan bij koninklijk besluit van 5 december 1986 ten einde de lasten te herfinancieren van leningen die onder Staatswaarborg uitgegeven zijn vóór 1 januari 1987.

De verdeling van de lasten van de leningen gebeurt op basis van de principes van de wet van 5 maart 1984 betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de Gemeenschappen en de Gewesten en de nationale economische sectoren.

Voorts dient gepreciseerd te worden dat de middelen van het Fonds de opbrengst omvatten van de annuïteiten op voormelde leningen verschuldigd aan de Gewesten gedurende 66 jaar wat betreft de leningen van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en gedurende 30 jaar wat betreft de leningen van de Nationale Landmaatschappij.

Beide soorten van terugbetalingen vormen met de overdrachten van de Staat en de Gewesten de grondslag voor de aflossing op lange termijn van de schulden van de sociale huisvesting.

Artikel 10 leidt de beschrijving, de organisatie en de verdeling van de bevoegdheden in de schoot van de instelling in.

De organen van de instelling zijn de raad van bestuur en de bestuursdirecteur.

Artikel 12 beschrijft de wijze van benoeming van de bestuurders en de voorzitter van de raad. Er is het principe van de herroeping van de bestuurders naar goeddunken van de overheid die hen gekozen heeft. Dit principe werd in het bijzonder voor de Gewesten aangehouden om de leden van de Executieven de mogelijkheid te geven in de raad steeds over een woordvoerder naar hun keuze te beschikken, gelet op het gewicht van de schulden van het verleden en de beleidsmogelijkheden die ervoor kunnen worden uitgewerkt.

Artikel 14 omschrijft de aanstelling en de bevoegdheid van de bestuursdirecteur.

Artikel 15 somt de middelen op, onderverdeeld in twee categorieën : de eigen middelen, waarmee de administratiekosten bestreden worden en de middelen voor het vervullen van de statutaire opdracht van het Fonds.

Artikel 16 bepaalt de waarborg gegeven door de Gewesten voor de betalingen aan het Amortisatiefonds.

Zoals artikel 15 doet voor de ontvangsten, verdeelt artikel 17 de uitgaven in twee categorieën : de administratiekosten en de kosten in verband met de statutaire opdracht.

De regionale huisvestingsmaatschappijen zijn belast met de inning van de terugbetalingen van de erkende huisvestingsmaatschappijen van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting alsmede van de terugbetalingen van de hypothecaire schuldenaars van de Nationale Landmaatschappij.



Bij artikel 18 verkrijgt het Fonds een leningsvermogen onder staatswaarborg overeenkomstig de bijzondere fiscale bepalingen die voor deze leningen gelden.

Hun bestemming wordt limitatief omschreven in artikel 19, terwijl artikel 20 nog andere beperkingen oplegt, echter in verband met het verwerven van roerende en onroerende goederen.

De Regering sluit het aanwenden van het Fonds als gerieflijk budgettair hulpmiddel of als orgaan van enig grondbeleid uit en wenst dit duidelijk te onderstrepen.

Artikel 22 vestigt het beginsel van het ter beschikking stellen van personeelsleden door de nationale en de gewestelijke overheden.

Het werd niet nuttig geoordeeld afzonderlijke artikelen te wijden aan de verplichtingen vervat in de wet van 16 maart 1954, zoals het boekhoudkundig reglement (afschrijvingen, speciale reserves en provisies, vaststelling van de resultaten, schattingswijzen der bestanddelen van het vermogen), de Regeringscommissaris, de revisoren.

Beheersbeslissingen op initiatief van de voogdijminister, in casu de Minister van Financiën, kunnen dit opvangen.

Wat betreft de plaatsingsmodaliteiten van tijdelijk beschikbare gelden in afwachting van hun bestemming, zoals een leningsopbrengst, werd geoordeeld dat het niet nuttig was door bijzondere statutaire bepalingen af te wijken van de bij de wet van 16 maart 1954 ingestelde of toegepaste regeling. Reeds nu is het te voorzien dat deze plaatsingen zullen geschieden op een postrekening of in schatkistocertificaten.

Bestemd om de aflossing en de herfinanciering van de schulden van de sociale huisvesting ook na het jaar 2000 voort te zetten is het Fonds een middel tot samenwerking tussen de Gewesten en de Staat. Tegenover derden, in het bijzonder de obligatiehouders van de binnenkort afgeschafte nationale maatschappijen, geeft het Fonds de zekerheid van de regelmatige verdere uitbetaling van interesten en kapitaalaflossingen.

Ten opzichte van de kapitaalmarkt en de investeerders, ten slotte, is het een lener onder Staatswaarborg waarvan de leningen interessante fiscale voorwaarden bieden.

Er werd overeengekomen :

tussen

enerzijds de Regering, vertegenwoordigd door de Minister van Financiën, en

anderzijds

de Vlaamse Executieve vertegenwoordigd door de heer G. Geens, Voorzitter, de Waalse Gewestexecutieve vertegenwoordigd door de heer M. Wathelet, Voorzitter, en de Executieve van het Brusselse Gewest, vertegenwoordigd door de heer F.X. de Donnée, Voorzitter, hierna « de Executieven » genoemd :

#### DEEL I DE PRINCIPES VAN DE VERDELING VAN DE LASTEN VAN HET VERLEDEN VAN DE SOCIALE HUISVESTING

Artikel 1. De lasten van het verleden inzake sociale huisvesting zijn de lasten in kapitaal, interestlasten en bijkomende kosten van de leningen aangegaan met staatswaarborg enerzijds tot financiering van de voor 31 december 1985 vastgelegde investeringen alsmede de achterstallen op deze leningen en anderzijds de lasten m.b.t. de leningen die aangegaan zijn voor de financiering van de achterstallen in interest en kapitaal op de vroeger aangegane leningen.

Art. 2. De verdeling van de lasten tussen Staat en Gewesten gebeurt overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 maart 1984 betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de Gemeenschappen en de Gewesten en de nationale economische sectoren, rekening houdend met de achterstallen verschuldigd door respectievelijk de Staat en de Gewesten. Voor de jaren 1987, 1988 en 1989 wordt het aandeel van de Gewesten in de lasten verhoogd met telkens 4 miljard als inspanning van de Executieven in het spaarplan van de Regering.

Art. 3. De door de erkende maatschappijen of de hypothecaire schuldenaars op welke wijze ook verschuldigde annuïteiten in verband met de vóór 31 december 1985 vastgelegde en door leningen gefinancierde investeringen, worden geïnd en geïncasseerd door de Gewesten of de organismen die zij, elk wat hen betreft, daartoe oprichten. Die wiskundige annuïteiten worden gestort aan het in artikel 5 bedoelde Amortisatiefonds tot de schulden van het verleden en de daarbij horende lasten inzake sociale huisvesting voor het betrokken gewest volledig zijn afbetaald.

Vanaf het ogenblik dat de terugbetalingen van de erkende maatschappijen en de hypothecaire schuldenaars die ten gunste van de Staat komen, de verplichtingen van de Staat inzake de lasten van de sociale huisvesting zoals bepaald door de wet van 5 maart 1984 overschrijden, wordt dit positief saldo ter beschikking gesteld van de Gewesten volgens de oorsprong van de voormelde terugbetalingen.

Art. 4. De verdeling van de lasten van het verleden tussen de Gewesten onderling gebeurt overeenkomstig de jaarlijks met leningen betaalde investeringen in elk der Gewesten en het aandeel van ieder Gewest in de achterstallige betalingen aan de maatschappijen.

Art. 5. Een Amortisatiefonds wordt opgericht met als opdracht :

- a) het honoreren van de verplichtingen van de ontbonden N.M.E. en de N.L.M.;
- b) het afsluiten van herfinancieringsleningen voor de herfinanciering van de lasten van het verleden van de Gewesten vermeld in artikel 1 van onderhavig protocol.

Art. 6. Het Amortisatiefonds van de leningen van de sociale huisvesting heeft de volgende inkomsten die op afzonderlijke rekeningen voor de Staat en elk der drie Gewesten worden aangerekend :

— de stortingen van de door de erkende maatschappijen voor sociale huisvesting verschuldigde annuïteiten in verband met de vóór 31 december 1985 vastgelegde en door leningen gefinancierde investeringen alsmede de door hypothecaire schuldenaars verschuldigde annuïteiten, dit alles na aftrek van interestverhogingen op het geheel van de annuïteiten bestemd voor het financieren van de werking van de gewestelijke maatschappijen voor sociale huisvesting;

— de stortingen door de Gewesten en de Staat.

Bij het niet nakomen van hun verplichtingen aan het Amortisatiefonds in hoofde van de gewestelijke maatschappijen voor sociale huisvesting wordt door de Minister van Financiën een automatische inhouding verricht op de dotaties van de Gewesten, die gestort wordt aan het Amortisatiefonds.

Art. 7. De administratiekosten van het Fonds worden gedekt door de bijdragen gestort door de gewestelijke maatschappijen voor de huisvesting volgens de verdeelsleutel bedoeld in artikel 4 van onderhavige overeenkomst.

DEEL II  
AMORTISATIEFONDS VAN DE LENINGEN VOOR DE SOCIALE HUISVESTING

HOOFDSTUK I. — *Oprichting en maatschappelijk doel*

Art. 8. § 1. Een instelling van openbaar nut wordt opgericht onder de naam « Amortisatiefonds van de leningen voor de sociale huisvesting », hierna genoemd het Fonds.

De rechtspersoonlijkheid zal toegekend worden aan het Fonds.

§ 2. Het Fonds wordt geplaatst onder het toezicht van de Minister van Financiën.

De regels van het toezicht zijn deze die van toepassing zijn op de parastatalen B in toepassing van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De zetel ervan is gevestigd in het administratief arrondissement van Brussel Hoofdstad.

Art. 9. Het Fonds heeft als opdracht de financiële dienst over te nemen en te verrichten van de in artikel 1 van de overeenkomst bedoelde leningen, uitgegeven met Staatswaarborg, door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Landmaatschappij en van de voorschotten door de Staat toegekend aan de voornoemde maatschappijen in het kader van het sociale huisvestingsbeleid.

Het Fonds treedt dienaangaande in de rechten en plichten van de voornoemde maatschappijen.

Het Fonds kan herfinancieringsleningen aangaan voor rekening van de Gewesten om hun aandeel in de financiële dienst te financieren, dat de door de sociale huisvestingsmaatschappijen verschuldigde annuïteiten overtreft.

HOOFDSTUK II. — *Organen en hun werking*

Art. 10. De bestuursorganen van het Fonds zijn :

- de raad van bestuur;
- de bestuursdirecteur.

Art. 11. De raad van bestuur is samengesteld uit zes bestuurders, drie franstaligen en drie nederlandstaligen, welke hetzij door de Koning hetzij door de betrokken Executieve worden benoemd als volgt :

- drie bestuurders worden benoemd door de Koning op voordracht van de Ministers van Financiën en Begroting;
- een bestuurder wordt benoemd door de Waalse Gewestexecutieve;
- een bestuurder wordt benoemd door de Vlaamse Executieve;
- een bestuurder wordt benoemd door de Koning op voordracht van de Executieve van het Brusselse Gewest.

De bestuurders die door de Ministers van Financiën en Begroting en de Executieve van het Brusselse Gewest worden voorgesteld moeten voor de helft nederlandstaligen en voor de helft franstaligen zijn.

De Koning duidt tevens op voorstel van de raad van bestuur onder de zes bestuurders een voorzitter met twee derden meerderheid aan.

De voorzitter zal beurtelings voor een periode van één jaar aangesteld worden onder de vertegenwoordigers van de Regering en dezen van de Executieven.

De beslissingen worden bij meerderheid van de stemmen der aanwezige bestuurders genomen.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 12. De bestuurders worden voor zes jaar benoemd. Hun mandaat is onbepaald hernieuwbaar.

De helft van de mandaten wordt om de drie jaar hernieuwd.

De eerste maal gebeurt de hernieuwing bij lotrekking.

Zij worden afgezet door de overheid die hen benoemd heeft.

In geval van overlijden, ontslag of afzetting van een bestuurder wordt deze op dezelfde wijze vervangen.

Art. 13. De raad van bestuur heeft de meest uitgebreide bevoegdheid. Hij bepaalt het beleid van de instelling, hij beslist over de leningen en over het verhaal op de garanten. Hij beheert de instelling bij algemene of afzonderlijke beslissingen : hij gelast en controleert hun uitvoering.

De raad van bestuur gaat herfinancieringsleningen aan beoeld in artikel 2 op vraag van ieder betrokken Gewest.

De raad van bestuur benoemt de personeelsleden, met uitzondering van de bestuursdirecteur overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen, die van toepassing zijn op de staatsambtenaren.

Art. 14. De leidend ambtenaar wordt door de Koning benoemd op een kandidatenlijst die opgesteld wordt door de krachtens artikel 4 bevoegde overheden voor de benoeming van de leden van de raad van bestuur. De leidend ambtenaar heeft de graad van bestuursdirecteur. Hij voert de beslissingen uit van de raad van bestuur, waarvan hij de verslaggever en de secretaris is. Hij leidt, coördineert en controleert het werk van de administratie.

HOOFDSTUK III. — *Financiën en goederen*

Art. 15. De middelen van het Fonds zijn tweërlei :

a) de eigen middelen gevormd door de bijdragen, die door de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen gestort worden ter dekking van de administratieve uitgaven van het Fonds overeenkomstig de verdelingscriteria vastgesteld tussen de Staat en de Gewesten.

b) de middelen bestemd tot het verzekeren van de statutaire opdracht en bestaande uit :

1° de wiskundige annuïteiten van de door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting opgenomen leningen en ontvangen voorschotten verschuldigd door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting of de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen;

2° de wiskundige annuïteiten van de door de Nationale Landmaatschappij opgenomen leningen en ontvangen voorschotten verschuldigd door de Nationale Landmaatschappij of de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen;

3° de bijdragen van de Gewesten tot de financiële dienst van de bovenvermelde leningen van de twee nationale maatschappijen, alsook hun eventuele vrijwillig vermeerderde bijdragen;

4° de bijzondere bijdragen, verschuldigd door de Gewesten, indien bij het ingebreke blijven van de nationale en de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen, de ontvangsten bepaald onder punt 1 en 2 hierboven lager zijn dan het voorziene bedrag overeenkomstig hun respectieve amortisatietabellen;

5° de bedragen die de Staat ter beschikking stelt van de Gewesten ter uitvoering van artikel 2, § 2, van de wet van 5 maart 1984 betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de Gemeenschappen en van de Gewesten en de nationale economische sectoren;

6° de bedragen die de Staat stort om de financiële dienst te verzekeren van de leningen die de twee nationale maatschappijen hebben afgesloten vóór 1 januari 1975;

7° alle andere bedragen;

8° ter aanvulling, de opbrengst van de leningen waarvoor het Fonds machtiging tot uitgifte zou verkrijgen.

Art. 16. Bij het niet nakomen van hun verplichtingen aan het amortisatiefonds in hoofde van de gewestelijke maatschappijen voor sociale huisvesting, en de Gewesten wordt ambtshalve door de Minister van Financiën een inhouding verricht op de dotaties van de Gewesten die doorgestort wordt aan het Fonds.

Art. 17. De uitgaven van de instelling zijn :

a) de administratiekosten;

b) de bedragen welke, in hoofdsom en in financiële lasten, de verschillen de vervaldagen van de financiële dienst van de overgenomen en de uitgegeven leningen alsmede de ontvangen voorschotten uitmaken.

Art. 18. Het Fonds kan bij koninklijk besluit worden gemachtigd om te lenen onder Staatswaarborg, op voorstel van de Minister van Financiën, overeenkomstig de artikelen 48 en 49 van de wet van 4 augustus 1986 houdende fiscale bepalingen.

Art. 19. De opbrengst van de leningen mag tot geen andere doeleinden worden aangewend dan voor de financiering van het gedeelte van de lasten dat de bijdragen van de Gewesten overtreft, rekening houdend met om het even welke Staatstussenkomst in hun voordeel en met het verhaal op de garanten."

Art. 20. Het Fonds mag slechts de goederen (goederen en onroerende) bezitten die onontbeerlijk zijn voor het uitoefenen van zijn opdracht.

Art. 21. In de boekhouding van de instelling wordt een reserve zonder bepaalde aanwending geopend. Zij verkrijgt het batig saldo van de opbrengsten en lasten in verband met haar administratie.

Haar maximumbedrag is vastgesteld op 50 miljoen. Boven dit bedrag worden de overschotten aangewend zoals bepaald in het volgend lid.

Het overschot van de middelen op de uitgaven dat het gedeelte van de leningen ten laste van de Staat betreft, wordt hetzij terugbetaald aan de Gewesten hetzij gebruikt voor de financiële dienst te hunnen laste, in beide gevallen volgens de onder hen vastgestelde verdeelsleutels.

#### HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepalingen en slotbepalingen*

Art. 22. Alle betrekkingen van het Fonds kunnen slechts bekleed worden door personeelsleden die in dienst zijn in de Ministeries en de instellingen van openbaar nut die onder het gezag, de voogdij of het toezicht staan van de Staat, de Gemeenschappen of de Gewesten en die titularis zijn van een graad overeenstemmend met het niveau van hun nieuwe betrekking.

De detachering van de personeelsleden wordt gezamenlijk beslist door de Minister van Financiën en door de Minister of de overheid, die daartoe gemachtigd is in de dienst van oorsprong.

Art. 23. Deze overeenkomst treedt in werking op datum van haar ondertekening.

Brussel, 4 mei 1987.

De Minister van Financiën,  
M. EYSKENS

De Minister van het Brusselse Gewest,  
F.X. de Donnée

De Voorzitter van de Vlaamse Executieve,  
G. GEENS

De Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
M. WATHELET

#### Bijlage II

**Aanhangsel van de overeenkomst van 4 mei 1987 tussen de Regering en de Vlaamse Executieve, de Waalse Gewestexecutieve en de Executieve van het Brusselse Gewest betreffende de regeling van de schulden van het verleden en de ermee verband houdende lasten inzake sociale huisvesting**

Tussen : de Regering, vertegenwoordigd door de heer Ph. Maystadt, Minister van Financiën, enerzijds,  
en : de Vlaamse Executieve, vertegenwoordigd door de heer G. Geens, Voorzitter, de Waalse Gewestexecutieve, vertegenwoordigd door de heer B. Anselme, Voorzitter, en de Executieve van het Brusselse Gewest, vertegenwoordigd door de heer Ph. Moureaux, Voorzitter, anderzijds,  
wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. De artikelen 5, 9, 13, 16, 18 en 19 van de overeenkomst van 4 mei 1987 worden vervangen door de volgende bepalingen :

Artikel 5. Een Amortisatiefonds wordt opgericht met als opdracht :

a) het honoreren van de verplichtingen van de ontbonden N.M.H. en de N.L.M.;

b) het afsluiten van herfinancieringsleningen voor de herfinanciering van de lasten van het verleden van de Staat en van de Gewesten, vermeld in artikel 1 van onderhavig protocol, volgens de handelwijze beschreven in artikel 13bis.

Artikel 9. Het Fonds heeft als opdracht de financiële dienst over te nemen en te verrichten van de in artikel 1 van de overeenkomst bedoelde leningen, uitgegeven met Staatswaarborg door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Landmaatschappij, en van de voorschotten door de Staat toegekend aan de voornoemde maatschappijen in het kader van het sociale huisvestingsbeleid.

Het Fonds treedt dienaangaande in de rechten en plichten van de voornoemde maatschappijen.

Het Fonds kan herfinancieringsleningen aangaan voor rekening van de Staat en van de Gewesten om hun aandeel in de financiële dienst te financieren, dat de door de sociale huisvestingsmaatschappijen verschuldigde annuïteiten overtreft.

De verrichtingen uitgevoerd voor rekening van de Staat en de gedetailleerde kosten ervan worden afzonderlijk geboekt.

Artikel 13. De raad van bestuur heeft de meest uitgebreide bevoegdheid; hij bepaalt het beleid van de instelling, hij beslist over de leningen en over het verhaal op de garanten; hij beheert de instelling bij algemene of afzonderlijke beslissingen : hij gelast en controleert hun uitvoering.

De raad van bestuur gaat de herfinancieringsleningen aan, bedoeld in artikel 9, op vraag van de Staat en van ieder betrokken Gewest.

De raad van bestuur benoemt de personeelsleden, met uitzondering van de bestuursdirecteur, overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen, die van toepassing zijn op de staatsambtenaren.

Artikel 16. Bij het niet nakomen van hun verplichtingen aan het Amortisatiefonds in hoofde van de gewestelijke maatschappijen voor sociale huisvesting en de Gewesten, wordt ambtshalve door de Minister van Financiën een inhouding verricht op de middelen van de Gewesten die doorgestort wordt aan het Fonds.

Artikel 18. Tot beperking van de herfinancieringskosten en ter vermindering van een verstoring in de betrekkingen tussen de Gewesten en de Staat, kan het Fonds bij koninklijk besluit worden gemachtigd om te lenen onder Staatswaarborg op voorstel van de Minister van Financiën, overeenkomstig de artikelen 48 en 49 van de wet van 4 augustus 1986 houdende fiscale bepalingen.

Artikel 19. De opbrengst van de leningen mag tot geen andere doeleinden worden aangewend dan voor de financiering van het gedeelte van de lasten dat de bijdragen van de Gewesten overtreft rekening houdend met de Staatstussenkomst in hun voordeel en met het verhaal op de garanten.

Zij mag tevens dienen voor de herfinanciering van bepaalde lasten die terzake op de Staat rusten.

Art. 2. In de overeenkomst van 4 mei 1987 wordt een artikel 13bis ingevoegd luidend als volgt :

Artikel 13bis. De raad van bestuur maakt jaarlijks een ramingsstaat op van de uitgaven, te verrichten voor de financiële dienst van de leningen in het volgende jaar.

Vóór 30 september maakt hij deze staat over aan de Regering en aan ieder Gewest en verduidelijkt het deel in de lasten dat hun toevalt, rekening houdend met de diverse tussenkomsten en met de terugbetalingen die de gewestelijk huisvestingsmaatschappijen moeten uitvoeren.

Het betaamt de Staat en elk Gewest ieder wat hem betreft, het Amortisatiefonds in te lichten over de hoogte van zijn tussenkomst, de kalender van zijn stortingen en het maximum bedrag van de herfinancieringsleningen die hij aanvraagt en goedkeurt voor het beschouwde jaar.

Indien de goedkeuring ontbreekt op 1 januari van het betrokken jaar is dit geen hinderpaal voor het Fonds om zijn leningscapaciteit te gebruiken. Deze mag evenwel door de raad van bestuur voorgestelde netto-financieringsbehoeften niet overtreffen.

Art. 3. Dit aanhangsel heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1989.

Brussel, 28 september 1989.

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

De Voorzitter van de Vlaamse Executieve,

G. GEENS

De Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,

B. ANSELME

De Voorzitter van de Executieve van het Brusselse Gewest,

Ph. MOUREAUX

## AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté ministériel du 26 juillet 1991, Mme Stas, C., greffier à la justice de paix du canton de Jette, est déléguée temporairement aux fonctions de greffier-chef de greffe de la justice de paix de ce canton.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij ministerieel besluit van 26 juli 1991 is aan Mevr. Stas, C., griffier bij het vrederecht van het kanton Jette, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van griffier-hoofd van de griffie van het vrederecht van dit kanton te vervullen.